

Le rêve d'une certaine Flandre : Bruxelles, coeur de la nation flamande

Jean-Luc de MEULEMESTER

Mis en ligne le 04/05/2007

Que les francophones l'acceptent ou non, il existe en Flandre un mouvement qui souhaite la constitution d'une nation flamande avec Bruxelles comme capitale.



D.R.

Professeur à l'ULB

Ces derniers mois, divers intellectuels ont débattu de l'identité bruxelloise. Comme bien d'autres métropoles, Bruxelles s'internationalise. Elle est une ville multiculturelle - et d'aucuns appellent à une réforme institutionnelle qui prendrait cette réalité en compte.

Il est clair que Bruxelles ne se compose plus uniquement de francophones et néerlandophones "de souche". Ses habitants ont les origines les plus diverses, et parlent de très nombreuses langues autres que nos langues nationales. Cependant, le français reste la *lingua franca* la plus répandue, et le néerlandais comme le français restent les langues majeures de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur. On peut donc escompter que l'intégration des nouveaux Bruxellois s'opérera sur le long terme dans une de ces deux langues. L'anglais est bien entendu aussi une langue centrale dans une ville internationale siège de plusieurs organisations internationales.

Que Bruxelles se renforce comme région à part entière est très souhaitable. Mais là où un danger peut apparaître, c'est lorsque le discours sur le côté multiculturel de Bruxelles est là pour isoler complètement la ville du monde francophone duquel, qu'on le veuille ou non, elle participe aussi (même si pas exclusivement). On glisse en effet bien vite de "Bruxelles ville multiculturelle" à "Bruxelles où le français est une langue parmi d'autres", et finalement à "Bruxelles, une ville où les Bruxellois d'origine de langue française" (comme certains Flamands aiment à les appeler) constituent une minorité.

Il est tout de même bon de rappeler que face à 6 millions de Flamands, il y a un million de Bruxellois et seulement 3 millions de Wallons. Autant dire que si Bruxelles se sépare complètement de la Wallonie, la Flandre aura plus de chances encore de dicter son propre agenda (diviser pour régner).

Il est clair que si l'on souhaite que la Belgique vive, le simple bon sens voudrait que notre pays se compose de trois grandes régions : Flandre, Wallonie, et une région centrale bilingue qui devrait peut-être s'étendre à tout le Brabant, ou tout au moins à l'hinterland de la ville. Le ministre bruxellois flamand Pascal Smet (SP. a) en convient d'ailleurs. Mais si on souhaite la fin de la Belgique comme certains groupes en Flandre (que seules certaines élites flamandes soient indépendantistes n'enlève rien à la dangerosité et à la performativité de leur discours), il faut peut-être s'y préparer sans naïveté. Car, que les francophones, en général assez étrangers au sentiment nationaliste veulent ou non l'accepter, il existe en Flandre un mouvement minoritaire mais puissant qui souhaite à terme la constitution d'une nation flamande avec Bruxelles comme capitale. L'histoire particulière du mouvement flamand a mené à la définition du flamand comme *néerlandophone* - un francophone de Flandre ou de Bruxelles y est vu comme un étranger, voire un traître (le fransquillon). Dans une Flandre indépendante, Bruxelles devra donc devenir néerlandophone. C'est une obsession qu'on ne trouve pas seulement à l'extrême-droite. Récemment encore, un sociologue de la VUB appelait à accroître le financement de l'enseignement néerlandophone afin d'y attirer les nouveaux migrants et profiter ainsi des mouvements de population (départs de Bruxellois de souche et arrivées de nouveaux migrants) actuels pour re-flamandiser la ville. A défaut de ne pas (encore) être flamande, Bruxelles serait appelée à un destin "multiculturel".

Le fait est largement passé inaperçu du côté francophone, où on aime à s'imaginer que les déclarations nationalistes tonitruantes du côté flamand ne sont pas à prendre au sérieux, mais un appel a été lancé dans le "*Standaard*" du 25 avril dernier plaidant pour "een fusie van Brussel en Vlaanderen" ("Gedurfde optie voor Brussel", "*De Standaard*", 25 avril 2007, p. 18). Il est signé par des "flamingants de gauche" ("linkse Vlaamsegezinden") comme Ludo Abicht, Willy Courteaux, Freddy de Pauw, Jef Turf, Julien Borremans (site : www.landdag.be).

Il participe de cette campagne qui depuis plusieurs mois tend en Flandre à mettre l'accent sur l'inefficacité du modèle bruxellois, sa complexité institutionnelle, son chômage élevé, ses 19 communes. Pour faire bref, ce courant met l'accent sur tout ce qui y va mal pour plaider en faveur de la suppression de la Région Bruxelles-Capitale. L'appel précité va simplement un peu plus loin que la simple cogestion entre les deux régions pour prôner une pure et simple annexion à la Région flamande, avec le maintien d'une forme de "communauté francophone de Flandre" comme minorité protégée (les auteurs prennent soin de promettre l'absence de toute velléité de flamandisation de ces nouveaux francophones de Flandre que seraient les Bruxellois).

Le parallèle est fait avec la Communauté germanophone intégrée en Région wallonne (même si les auteurs oublient un peu vite les désirs de nos compatriotes germanophones de constituer une région à part entière). Les auteurs soulignent le caractère central de Bruxelles ("het kloppend hart van Vlaanderen") pour l'économie flamande.

Connaissant la nature du nationalisme flamand ("de taal is gansch het volk") et l'aiguillon constitué par une extrême-droite (le Belang) et une droite nationaliste (la NVA) puissantes, on ne peut que se montrer extrêmement sceptique sur la crédibilité des "facilités" qui seraient octroyées aux Bruxellois dans le cadre d'une Région flamande qui les intégrerait en son sein.

Si les intérêts bruxellois sont relativement peu entendus dans la Belgique fédérale, qu'en serait-il dans la Région flamande ? Car, que l'on ne s'y trompe pas, cette étape franchie, il ne resterait plus aucun obstacle sérieux à un scénario de scission, puisque Flandre et Wallonie seraient entièrement séparées géographiquement. La Flandre pourrait se présenter comme Etat successeur de la Belgique, tandis que la Wallonie pourrait être rattachée à la France. On n'accroîtrait pas ainsi le nombre des états au sein de l'UE.

Pour celui qui connaît l'histoire du XXe siècle, ce ne serait pas la première fois qu'une ville jadis habitée par des citoyens d'une langue se retrouve par la volonté politique capitale d'une autre majorité linguistique. Vilnius en 1939, bien qu'historiquement lituanienne, était polonophone pour moitié et juive (yiddishophone) pour l'autre - les Lituaniens de langue y représentaient moins de 5 pc. Mais aujourd'hui c'est la capitale lituanienne où tant les Juifs que les Polonais (même si une minorité subsiste) ont cédé la place aux Lituaniens de langue. Bratislava avant 1914 était une ville de l'empire austro-hongrois (partie hongroise) et le magyar comme l'allemand y dominaient largement le slovaque.

Aujourd'hui elle est capitale d'une République slovaque pas toujours à l'aise avec ses minorités. Car le nationalisme ne renforce pas la multiculturalité : il l'anéantit.

Que Bruxelles soit encore aujourd'hui une ville où le français demeure *lingua franca* n'écarte pas nécessairement la possibilité d'un scénario où elle deviendrait la capitale d'une République de Flandre où les francophones seraient à terme appelés soit à disparaître soit à demeurer une minorité fantomatique. Les vrais partisans d'un Bruxelles véritablement multiculturel doivent se rappeler que, pour bon nombre de nationalistes flamands, Bruxelles est leur Jérusalem.